

TOUS ENSEMBLE POUR LES SERVICES PUBLICS ET DES DROITS COLLECTIFS !

Grève des cheminots, des électriciens-gaziers, des éboueurs, des personnels d'Air France, des fonctionnaires, mobilisation des personnels des EHPAD, des hôpitaux, de l'éducation, des étudiants et des retraités... La contestation contre les politiques d'austérité s'amplifie et s'élargit. Le privé n'est pas en reste, en témoigne la grève des salariés de Carrefour contre la suppression de 2.400 emplois en France.

Les cheminots, des privilégiés ...

Le gouvernement a fait de la réforme de la SNCF son cheval de bataille. Il s'agit ici de s'attaquer à une place forte syndicale afin de liquider plus aisément notre modèle social qui repose sur la solidarité. Le gouvernement accuse le caractère public de l'entreprise et le statut des cheminots d'être responsables de la dégradation du service rendu aux usagers. Or si le service s'est dégradé, c'est faute d'investissements sur les lignes régionales et en raison d'une politique accordant la priorité aux lignes grande vitesse. La recette miracle préconisée par Macron ? La privatisation et la fin du statut. Pourtant de nombreux experts considèrent le réseau français comme l'un des meilleurs d'Europe et l'exemple anglais laisse sceptique. Au Royaume-Uni, la privatisation du transport ferroviaire, s'est traduite par une dégradation du service et une forte augmentation des tarifs. Seules gagnantes, les entreprises privées qui ont hérité de ce juteux marché.

... comme les fonctionnaires ?

La situation est similaire dans la fonction publique. Les hôpitaux, les établissements scolaires, les universités et les collectivités territoriales souffrent d'un manque de moyens chronique. Pourtant au quotidien, les agents accomplissent leurs missions avec un grand sens du service public. Pour le gouvernement, là aussi, la cible est toute trouvée : le statut ! Comme chez les cheminots, l'argumentaire contre le statut se double d'une campagne sur les « privilèges » supposés des fonctionnaires. Ils seraient trop protégés, trop payés, travailleraient moins que les autres... Arguments qui exploitent des idées reçues... mais fausses. Pour le gouvernement, il s'agit donc de liquider le statut et de privatiser certaines missions. Or quel est l'intérêt du service public et du statut ? C'est de garantir à toute personne quelle que soit sa condition sociale et partout sur le territoire, l'accès à des droits élémentaires : droit à l'éducation, à la culture, à la santé, à la recherche d'un emploi... Bradés au privé, ces droits deviendront des marchandises.

Et l'éducation dans tout cela ?

L'éducation est particulièrement touchée par les politiques d'austérité. Les réformes du lycée et de l'accès à l'université sont guidées par deux impératifs : réduire les dépenses en supprimant des postes et adapter l'école aux besoins du marché (quid de l'accès à une culture commune pour toutes et tous ?). Dans le 1^{er} degré la création des postes dédoublés en CP et CE1 se font sur le dos des autres classes, une dotation exceptionnelle est indispensable pour ce dispositif soutenu par la FSU.

La rentrée 2019 s'annonce catastrophique de la maternelle à l'université, faute de moyens. Quant aux agents, leur salaire baisse en raison du gel du point d'indice, du jour de carence et de la compensation incomplète de la CSG.

Le discours alarmiste du gouvernement sur la dette publique, nous ferait presque oublier que la France n'a jamais été aussi riche. Alors que les fonctionnaires sont contraints de se serrer la ceinture, les entreprises du CAC 40 battent des records en matière de profit. Preuve que de l'argent, il y en a ! Se pose la question de sa juste répartition. Les luttes en cours, si, elles peuvent sembler disparates, sont guidées par une même idée : la défense d'une société solidaire reposant sur les services publics et des droits collectifs. C'est pourquoi il convient de faire converger ces luttes.

Les journées du 19 avril, du 1^{er} mai et du 22 mai s'inscrivent dans cette perspective de mobilisation de tous les secteurs et de toutes les générations.

C'est pourquoi la FSU 68 appelle à manifester le 19 avril.

**À MULHOUSE PLACE DE LA BOURSE
BARBECUE CITOYEN À 12H ET MANIFESTATION À 14H30**